

Chers membres de l'Assemblée,
Chères sœurs et frères, cher-e-s ami-e-s,

1. FAIRE MEMOIRE : « Souviens-toi que tu as été étranger en Égypte » Deut.5,15, avec le 3^e commandement

En 2023, vous le savez, nous célébrons les 500 ans de l'arrivée de Martin Bucer à Strasbourg, qui a marqué un tournant pour la Réforme non seulement pour la ville où il a choisi de s'établir, mais aussi pour toute la région et une grande partie de l'Allemagne. En 2023, nous célébrons aussi les 50 ans de la Concorde de Leuenberg, qui a mis fin à plus de 4 siècles d'excommunication réciproque et de querelles entre luthériens et réformés. 2023, ce sont enfin les 10 ans de notre Église-sœur, l'Église protestante Unie de France, récemment célébrés à l'occasion du Synode de Noisy-le-Grand. Il y a un lien entre ces 3 jubilés : Bucer aurait évidemment signé des deux mains la Concorde de Leuenberg, lui qu'on a qualifié de « fanatique de l'unité », cherchant inlassablement à réconcilier les courants divergents de la Réforme incarnés par Luther et Zwingli. Il a aussi fortement influencé Calvin et marqué notre protestantisme alsacien que je qualifierai de « bucérien » plus que de luthérien ou calviniste.

Certains diront que cette redondance de célébrations – après 2017 marquant les 500 ans des 95 thèses de Luther et bientôt 2030 avec les 500 ans de la Confession d'Augsbourg – est le symptôme d'une « commémorationite » dont les protestants seraient particulièrement friands. Ainsi, puisque nous n'aurions plus rien à dire pour le temps présent, nous serions tentés de nous réfugier dans le souvenir de notre passé glorieux. Si un tel risque existe bien, cette analyse me paraît très réductrice : faire mémoire, ce n'est pas, ce ne devrait pas être, se réfugier dans le passé, mais scruter celui-ci pour nous permettre d'avoir les yeux ouverts sur les enjeux du présent et de l'avenir. La mémoire est d'abord une composante fondamentale de la psychologie humaine : aucun être humain ne pourrait survivre sans mémoire, en vivant uniquement dans le présent qu'il devrait sans cesse réinventer : nous savons à quel point il peut être douloureux pour nos aînés de perdre la mémoire. C'est aussi une injonction biblique : « Souviens-toi que tu as été étranger en Égypte » est une des injonctions les plus répétées dans la Torah, et se trouve au cœur de la célébration de Pessah, la Pâque juive. C'est dans ce même cadre du repas du Seder que Jésus a demandé à ses disciples, et donc à nous, de rompre le pain et de partager la coupe, en disant « Faites ceci en mémoire de moi ». Faire mémoire du geste de Jésus lorsqu'il donne sa vie, c'est rendre ce geste présent pour nous aujourd'hui. C'est y puiser nourriture et inspiration.

Se souvenir des bienfaits de Dieu pour son peuple et son Église, c'est trouver force et courage dans la fidélité de Dieu à travers les siècles, mais c'est aussi ouvrir les yeux sur les erreurs du passé pour nous encourager à ne pas les reproduire. Il en va ainsi de tous les fanatismes religieux qui ont conduit à excommunier voire à combattre par la violence celles et ceux qui ne croient pas de la même manière, mais aussi des fanatismes politiques qui ont ravagé et ravagent encore notre monde. C'est dans cet esprit que j'évoque le colloque universitaire qui aura lieu les 16 et 17 novembre prochains à Strasbourg sur « Le protestantisme et les pasteurs alsaciens-mosellans entre 1940 et 1945 ». Je suis profondément reconnaissant au Professeur Marc Lienhard d'avoir accepté la coordination de ce colloque dont l'accouchement aura été difficile, depuis 2016 où j'en ai proposé le principe à notre Assemblée de Hoffen. Les résistances à ce projet ont été vives, entre celles et ceux qui estimaient que remuer le passé était inutile, celles et ceux qui auraient préféré se contenter de mettre en lumière quelques héros (il y en eut !) ou qui à l'inverse en appelaient à régler des comptes avec une Église selon eux trop complaisante à l'égard du régime nazi.

Ce colloque ne sera qu'une étape sur le chemin d'un travail de lucidité qui sera certainement à approfondir, mais ce sera la première fois que l'institution Église mettra officiellement le sujet à l'ordre du jour. Effectuer ce travail de mémoire sur une période sombre de notre histoire régionale et ecclésiale n'a pas pour but de distribuer les bons et les mauvais points ou de juger par contumace les acteurs de l'époque. Il s'agit de nommer avec rigueur et si possible objectivité les dérives et les mécanismes qui y ont conduit, mais il s'agit avant tout de faire œuvre de prévention pour le présent et le futur. Car nous ne savons que trop que l'époque actuelle est grosse de risques qui mettent en péril la fragile démocratie européenne et les droits humains acquis au prix de bien des souffrances.

La paix, la liberté et la démocratie sont en danger un peu partout dans le monde, en particulier en Europe. Et point n'est besoin d'agiter le spectre de M. Poutine : dans les vieilles sociales démocraties scandinaves, Suède et Finlande, l'extrême-droite joue désormais un rôle incontournable. Nous savons par ailleurs que la Pologne et la Hongrie sont régulièrement dans le collimateur des institutions européennes sur des questions relatives à l'État de droit, à la démocratie et au respect des droits humains. Lors du récent colloque de Debrecen en Hongrie sur les 50 ans de la Concorde de Leuenberg, nous avons été accueillis par l'Évêque Istvan Ballog, Président des évêques réformés de Hongrie, qui a été pendant 6 ans ministre du Gouvernement Orban... Nous avons mesuré à cette occasion que le sens du mot démocratie n'est pas le même entre l'Est et l'Ouest de notre continent. Dans notre propre pays, le modèle traditionnel de la démocratie représentative est remis en cause, notamment par les jeunes générations qui ne votent plus. On peut y voir l'effet du manque de détermination politique pour faire face aux urgences de notre temps, notamment la crise climatique et environnementale.

Les dérives droitières de notre continent se focalisent plus particulièrement sur la question de l'immigration. Alors que nous savons que nos économies ne pourront plus se passer à l'avenir de la main d'œuvre étrangère, nous continuons dans notre pays à empiler textes et lois pour en rendre l'accès plus difficile, dans l'espoir illusoire de séduire l'électorat d'extrême-droite. La délégation régionale de la CIMADE nous a rendus attentifs à ce sujet, auquel nous envisageons de donner toute sa place lors de notre assemblée d'automne.

2. QUELLE PAROLE POUR AUJOURD'HUI ? « Et après le tremblement de terre, il y eut un feu : l'Eternel n'était pas dans le feu. Et après le feu, un murmure doux et léger » 1 Rois 19/12

Dans le vacarme médiatique qui fait notre quotidien, les Églises chrétiennes ont bien du mal à se faire entendre, si ce n'est lorsqu'on évoque scandales et abus. Parmi ces Églises chrétiennes, les luthéro-réformés sont encore plus difficilement audibles : d'un côté l'Église catholique dispose d'une « star » mondiale en la personne du Pape : l'exemple de la promotion instantanée de Laudato si est à cet égard frappant. De l'autre côté, un certain nombre de néo-protestants peignent le monde en noir et en blanc et vendent l'Évangile comme on fait la promotion d'une lessive. Et nous, nous venons avec la Concorde de Leuenberg que personne, même parmi beaucoup de protestants, ne connaît... Pardonnez-moi ces raccourcis un peu caricaturaux, mais cela pose tout de même une question, non pas celle de notre audimat, mais celle de notre message : en tant que protestants du « canal historique », qu'avons-nous à dire qui nous soit propre et qui peut aider nos contemporains à vivre ou à mieux vivre ?

La question ne se pose plus en termes de confessions, qui seraient concurrentes entre elles. Je crois que nous sommes entrés clairement dans une ère post-confessionnelle, qui se vit déjà en Afrique ou sur le continent américain : je choisis mon affiliation religieuse en fonction de mon expérience personnelle et de la réponse à mes attentes, et non plus par fidélité à la tradition confessionnelle dont je suis issu. Nous constatons tous dans nos communautés cette « porosité » de la composition de nos assemblées. Les chiffres d'une récente enquête de l'INSEE sur l'appartenance religieuse des français le montrent : les « sans religion » sont désormais majoritaires dans le pays à 53 %. Sans religion ne veut pas dire sans croyance religieuse, ni peut-être même sans pratique religieuse, mais clairement sans identité confessionnelle marquée. Les catholiques qui se déclarent comme tels ne sont plus que 25 %, contre 43 % il y a 12 ans : c'est un effondrement. Les autres chrétiens passent de 3 à 9%, les musulmans restent stables aux environs de 10 %. Nous faisons partie des « autres chrétiens » au même titre que les orthodoxes, les anglicans et les évangéliques de toute obédience. Ces chiffres montrent bien la porosité post-confessionnelle que j'évoquais.

La vraie question reste celle de la pertinence de notre parole dans la société d'aujourd'hui. Il faut reconnaître que nos atouts en la matière sont faibles, dans un contexte où l'image envahit tout et où la parole se limite de plus en plus à des slogans réducteurs. Notre tradition et notre culture de la prise de recul, du travail des textes, d'une réflexion éthique fondée sur la responsabilité, la liberté et la solidarité, tout cela est en brèche par la dictature des réseaux sociaux : l'avis des « influenceurs » ayant de nombreux « followers » compte davantage désormais que les vérités scientifiques. Là encore, une enquête de la Fondation Jaurès montre que parmi les jeunes de 18 à 24 ans, 50 % croient en l'explication du caractère par les signes astrologiques, 44 % au mauvais œil et 35 % en la réincarnation. Ces chiffres sont en constante augmentation et sont fortement corrélés à l'usage des réseaux sociaux. C'est un immense défi pour les Églises, qui pose notamment la question de la pertinence et de la qualité de notre présence sur ces réseaux sociaux : dans ce gigantesque brouhaha universel, pouvons-nous et à quel prix faire entendre la voix de la modération, de la prise de recul, la voix d'un Dieu qui ne parle pas dans le vent violent, le tremblement de terre ni le feu, mais dans « un murmure doux et léger » (1 Rois 19) ? Ou celle d'un Christ moqué et crucifié, aux antipodes d'un héros extraterrestre ?

Je n'ai pas la réponse à ces questions, mais j'ai la conviction que notre devoir est de rester fidèles à notre vocation et de ne pas vouloir imiter les autres, même si leur manière de prêcher l'Évangile semble rencontrer le succès. Cette fidélité à notre vocation, qui ne doit pas être un repli identitaire, est d'abord la tâche de

chacune et chacun des membres de nos paroisses, de leurs pasteurs et autres ministres, des facultés de théologie, des œuvres et mouvements qui se reconnaissent dans notre compréhension de l'Évangile. Mais elle est aussi de la responsabilité des institutions ecclésiales.

3. LA GRÂCE D'UNE COMMUNION « *Qu'ils soient un comme nous sommes un : moi en eux, et toi en moi.* » Jean 17,21

A cet égard, la Communion Protestante Luthéro-Réformée (CPLR), dont la coordination réunit des représentants de l'EPUDF et de l'UEPAL, connaît un développement réjouissant, selon le principe : « Faisons ensemble tout ce que nous ne sommes pas obligés de faire séparément ». A l'important travail de formation continue des pasteurs et d'offre catéchétique en ligne (Point KT), s'ajoutent désormais la mise en route d'une application liturgique francophone accessible en ligne, le partage de publications comme « Ressources » ou « Ce que nous croyons », un projet de créations hymnologiques communes, la rencontre régulière des services communication de nos Églises, sans parler du projet de forum « Israël-Palestine » en avril 2025 ou de la rencontre annuelle des présidents de région et Inspecteurs ecclésiastiques de l'EPUDF et de l'UEPAL. Ces développements pour la plupart spontanés doivent cependant être renforcés par une volonté politique et des moyens appropriés. C'est ainsi que le 2 décembre prochain, le Conseil National de l'EPUDF et le Conseil Plénier de l'UEPAL vont se rencontrer à Paris. C'est une première, qui vise à une meilleure connaissance réciproque et à encourager le développement de nos actions communes. La mise en place d'un coordinateur, qui a déjà existé dans le passé, s'avère désormais indispensable avec le développement de nos collaborations. Enfin, *last but not least*, une pastorale générale commune aura lieu le 27 mai 2024 à Strasbourg, avec comme invitée de marque Mme Esther Duflo, Prix Nobel d'économie, sur le thème de l'abondance.

4. UNE ÉGLISE SŒUR DANS LA TOURMENTE « *Si un membre souffre, tous les membres souffrent avec lui* » I Cor. 12,26

Dans notre contexte alsacien-mosellan, nous ne pouvons pas passer sous silence la crise qui secoue maintenant depuis de longs mois le Diocèse catholique de Strasbourg. Il ne nous appartient pas de nous immiscer dans les affaires internes de l'Église catholique, mais nous ne pouvons que partager la souffrance de nombre de catholiques, notamment les évêques auxiliaires et les vicaires généraux entraînés dans la tourmente. La démission de Mgr Ravel montre à quel point les excès de toute nature sont nuisibles : si l'on ne peut pas reprocher à l'ancien archevêque son souci des victimes d'abus sexuels dans son Église, on ne peut que constater qu'à trop vouloir se faire le chevalier blanc d'une cause, on peut nuire à celle-ci.

En évoquant les abus sexuels dans l'Église catholique, je ne veux surtout pas suggérer que cette question ne nous concerne pas : si nous sommes moins exposés en raison du caractère collégial de l'exercice de nos ministères, nous ne sommes pas à l'abri des phénomènes d'emprise spirituelle pouvant mener à des abus de toutes sortes, ni des violences intrafamiliales. Sur ces sujets aussi, nous travaillons en coordination avec l'EPUDF et la PFP, pour une cohérence dans nos démarches.

Sur le plan des relations œcuméniques, je suis allé voir Mgr Ravel dès le 16 janvier 2019 pour lui dire aussi sincèrement que possible ce qui, selon moi, n'allait pas dans ces relations. Lors de cet entretien, il m'a écouté avec attention, mais je n'ai pas le sentiment d'avoir été entendu. Nous souhaitons maintenant au Diocèse catholique un temps de retour à la sérénité et de reconstruction. Nous assurons Mgr Ballot, archevêque-évêque de Metz chargé de l'administration du Diocèse de Strasbourg jusqu'à la nomination d'un nouvel archevêque, ainsi qu'aux deux évêques auxiliaires Mgrs Christian Kratz et Gilles Reithinger, notre amitié et la solidarité de notre prière.

5. UNE ÉGLISE TOUJOURS À RECONSTRUIRE « *Nous sommes ouvriers avec Dieu. Vous êtes le champ de Dieu, la construction de Dieu.* » I Cor. 3,9

Notre Union d'Églises est elle aussi en chantier, dans la bonne logique du « *semper reformanda* » qui sous-tend la compréhension qu'elle a d'elle-même. Un chantier qui est déjà ouvert est celui des élections presbytérales de février 2024. D'un peu partout nous remonte déjà l'écho des inquiétudes pour ces élections : arriverons-nous à trouver les candidats pour un mandat de 6 ans, dans un contexte de plus en plus sécularisé et où l'on s'engage de moins en moins ? Je voudrais d'abord relativiser cette crainte : les élections de 2024 seront les quatrièmes que je vivrai durant mon mandat. A chaque échéance, ces craintes se sont élevées, et chaque fois, nous y sommes arrivés. Peut-être est-ce à chaque fois un peu plus difficile, mais si nous nous retrouvons les manches, nous y arriverons.

Ce souci fait aussi réémerger la volonté de remettre en question la règle de la limitation des mandats à 18 ans (3 fois 6 ans). Transiger avec cette règle ne résoudra pas le problème du recrutement de nouveaux conseillers, car si un renouvellement n'a pas pu se faire après 18 ans, il ne se fera pas non plus au bout de 24 ou 30 ans. Et l'exemple de l'EPUDF peut nous inspirer : à ma grande surprise, j'ai appris que l'ex-ERF n'avait aucune

limitation de mandat pour les conseillers presbytéraux, et que ce n'est que depuis la création de l'Église Unie en 2013 qu'a été introduite une limite de 12 ans pour permettre un rajeunissement et un renouvellement des CP. Dans son message au récent Synode de Noisy-le-Grand, Emmanuelle Seyboldt a évoqué les mêmes craintes de ne pas trouver les candidats nécessaires. Je me permets de la citer : « L'Église n'a pas attendu l'invention des conseils presbytéraux pour être Église. Jésus lui-même n'a pas fixé à 6 le nombre de conseillers, je vous promets, ce n'est pas lui ! Il a dit « là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux » ». Peut-être aurons-nous du mal à trouver le nombre de conseillers prévus par le Décret de 1852, mais ce n'est pas dramatique. Si nous sommes en-dessous du minimum des 2/3 nécessaires pour la validité des délibérations, ce sera l'occasion de travailler sous l'égide du consistoire local. Je vous invite en tous cas à vous mobiliser dès maintenant pour aller au-devant des personnes dont nous pensons avoir besoin.

D'autres chantiers institutionnels sont ouverts. D'abord celui de ma succession à la présidence de l'EPCAAL. J'ai annoncé ce matin officiellement au Consistoire supérieur que mon mandat de 10 ans et quelques mois s'achèvera le 1^{er} septembre 2024. La Commission de proposition mise en place en accord entre le Consistoire Supérieur et le Directoire, recueillera les candidatures en vue de leur audition le 13 avril et de l'élection le 4 mai. De son côté, l'EPRAL a engagé les consultations pour le renouvellement au terme d'un mandat de 3 ans du Conseil Synodal et de son président. Ce sera le 8 juin 2024.

A ces chantiers formels s'ajoute celui plus global de ce qu'on a appelé la « refondation de l'UEPAL », dont nous reparlerons en fin d'après-midi. Il s'agit de travailler à ce qui peut être approfondi et amélioré dans notre organisation institutionnelle et dans notre collaboration au sein de l'UEPAL, notamment sur la base du diagnostic posé à l'occasion des 10 ans de l'UEPAL en 2017 et des évolutions qui se sont fait jour depuis lors. 2025 sera aussi la dernière année de nos « Orientations stratégiques pour la décennie 2015-2025 » adoptées en novembre 2014. Si elles ont guidé nos réflexions et nos actions pour la mise en œuvre des mutations dont nous percevons déjà l'urgence, elles doivent certainement être repensées à frais nouveaux et sous des formes à définir, tant les évolutions du paysage social et religieux sont rapides et s'accroissent.

6. CONCLUSION. « *Nous portons ce trésor dans des vases d'argile* » I Cor.4,7

Tout le monde évoque les crises qui se succèdent : climatique, énergétique, environnementale, sociale, politique, morale, culturelle. Mais si tout est crise, alors rien n'est crise. Ne devrions-nous pas simplement faire le constat que nous vivons dans un monde incertain, fragile et vulnérable, comme l'humanité l'a vécu durant des siècles, mais que la prospérité occidentale des 30 glorieuses nous avait fait oublier ? La nouveauté, c'est peut-être que les Églises font maintenant le constat de leur propre fragilité et vulnérabilité : pendant longtemps, nous étions en position de surplomb vis-à-vis de la société, en « donneurs de leçons », ou au moins en institutions de référence. Maintenant, notre propre vulnérabilité nous enlève ce type de positionnement. Cela est difficile à vivre et à accepter, mais cela nous rapproche du message de la croix et nous oblige à ne compter que sur le seul Esprit de Dieu pour nous insuffler le vent de la foi, de l'amour et de l'espérance ! Un trésor inépuisable que nous portons dans nos vases d'argile !

Christian ALBECKER